

## Arrêté n° 014/2026

### Autorisation de débit de boissons temporaire

Le Maire de Caumont-sur-Durance,

- Vu le Code général des collectivités territoriales, art. L. 2212-1 et L. 2212-2 ;
- Vu le Code de la santé Publique ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 11 mai 2010, relatif à la police des débits de boissons dans le département de Vaucluse ;
- Vu la demande formulée par l'association CAUMONT FOOTBALL CLUB, représentée par Mme Sophie BOUDINHON, en date du 24 décembre 2025 ;

#### ARRÊTE

**Article 1** : L'association CAUMONT FOOTBALL CLUB est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire au stade Belle Isle 2 – 84510 Caumont-sur-Durance, le samedi 17 janvier 2026 de 13h30 à 18h00 à l'occasion d'une rencontre Catégorie U13 ACCESSION.

**Article 2** : Le débit de boissons sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010.

**Article 3** : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tel que le définit l'article L. 3321-1 du Code de la Santé Publique, c'est-à-dire les boissons non alcooliques et les boissons fermentées non distillées, à savoir : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, crèmes de cassis, jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool, vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins.

**Article 4** : Le présent arrêté sera transmis à :

- Madame la Commandante de la brigade de gendarmerie de Saint Saturnin les Avignon
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale
- Notifié au demandeur et publié sur le site internet de la commune

Fait à Caumont-sur-Durance,  
Le 14 janvier 2026

Le Maire,  
Claude MOREL



*Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). L'arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.*